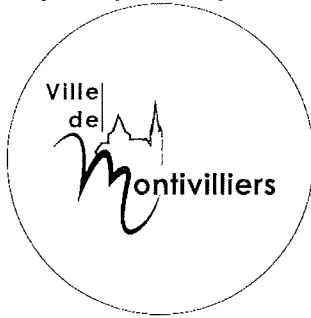


République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 20/11/2021

Reçu en préfecture le 20/11/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20211115-M_DE211115_149-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 15 novembre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **22 novembre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, le **quinze novembre** à **dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 novembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 30

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN** (présente à partir de la délibération n° 164), Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** (présent à partir de la délibération n° 148), Isabelle **NOTHEAUX** (présente à partir de la délibération n° 164), Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Aliki **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE** (présent à partir de l'information n° 14), Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Isabelle **CREVEL** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Sandrine **VEERAYEN**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Retardés ayant donné pouvoir : 3

Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 15 novembre 2021

2021.11/149

RESSOURCES HUMAINES - AFFAIRES JURIDIQUES : PROTECTION FONCTIONNELLE – PRISE EN CHARGE DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS

M. DUBOST, maire.- L'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 dispose que « *A raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, le fonctionnaire ou, le cas échéant, l'ancien fonctionnaire bénéficie, dans les conditions prévues au présent article, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire. [...] La collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.* »

L'agent ci-dessous a été victime d'agressions pendant l'exercice de ses fonctions et le Tribunal de Police du Havre lui a alloué les dommages et intérêts suivants :

Agents	Dommages et intérêts alloués
<p>[REDACTED]</p> <p>Affaire du 12 mars 2021</p> <p>Jugement du Tribunal de Police du Havre du 18/05/2021</p>	<p>[REDACTED] : 913 euros</p>

Compte tenu du fait que la ville de Montivilliers est tenue de réparer le préjudice subi par des agents victimes d'agressions pendant l'exercice de leurs fonctions, il vous est proposé de dédommager cet agent municipal.

Si ce projet recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU le budget primitif 2021 ;

VU le rapport de M. le maire ;

CONSIDÉRANT

- Que le tribunal de Police du Havre a alloué à [REDACTED] des dommages et intérêts pour un montant total de 913 euros ;

Agents	Dommages et intérêts alloués
<div>████████████████████</div> Affaire du 12 mars 2021 Jugement du Tribunal de Police du Havre du 18/05/2021	<div>████████████████████</div> : 913 euros

- Que la ville de Montivilliers, subrogée dans les droits de l'agent, enclenchera une procédure de recouvrement contre les auteurs des agressions par l'émission de titres exécutoires ;
- Que les dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires permettent à la ville de Montivilliers de dédommager directement les agents municipaux et d'émettre ensuite des titres exécutoires à l'encontre des auteurs pour percevoir les sommes préalablement versées ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De verser à l'agent municipal,

████████████████████

, les dommages et intérêts qui lui ont été alloués par le Tribunal de Police pour un montant total de 913 euros.

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Montant estimé de la dépense : 913 euros TTC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 20/11/2021
Qualité : Maire

